LE RUBICON

Entre Kaboul et Islamabad, la Chine à l'épreuve de son influence

Muhammad Murad | 2 novembre 2026 | ARTICLES



Alors que les relations entre la République populaire de Chine et le Pakistan remontent à plusieurs décennies, l'engagement de Pékin en Afghanistan est plus récent et s'est progressivement intensifié, notamment depuis l'avènement du régime *de facto* des talibans en août 2021. Devenue partenaire des deux pays, la Chine entretient avec eux des liens étroits, comme l'illustrent, ces dernières années, les dialogues trilatéraux entre ministres des Affaires étrangères. Ces mécanismes visent à renforcer la coopération et les échanges dans divers domaines, ainsi qu'à promouvoir le développement régional, la paix, la prospérité et la stabilité. L'année dernière, lors du sixième dialogue trilatéral des ministres des Affaires étrangères Chine-Afghanistan-Pakistan à Kaboul, en Afghanistan, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, avait déclaré que « la Chine [était] prête à travailler avec l'Afghanistan et le Pakistan pour approfondir les relations de bon voisinage et la confiance mutuelle, et à faire preuve de compréhension et de soutien réciproques sur les questions touchant aux intérêts fondamentaux de chacun ». Il avait ajouté que « la Chine [soutenait] l'Afghanistan et le Pakistan dans leurs efforts pour améliorer leurs relations bilatérales, approfondir la convergence de leurs intérêts et gérer de manière appropriée leurs divergences par le dialogue et la consultation, afin de promouvoir le développement stable et à long terme de la coopération trilatérale entre la Chine, l'Afghanistan et le Pakistan ». Ces déclarations ont toutefois été prononcées avant le déclenchement du conflit entre l'Afghanistan et le Pakistan en octobre 2025 ; un conflit qui n'est toujours pas résolu et qui suscite de vives inquiétudes en Chine, à la fois partenaire et voisine des deux nations.

Le cœur du litige réside dans la présence, sur le sol afghan, d'un groupe terroriste anti-pakistanais – le Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP) –, présence que le régime taliban *de facto* nie. Selon l'Organisation des Nations unies (ONU), plus de 600 attentats perpétrés par le TTP (également connu sous le nom de « talibans pakistanais ») ont eu lieu au Pakistan en 2025. De nombreuses attaques ont été menées depuis l'Afghanistan, impliquant parfois des ressortissants afghans comme kamikazes. Malgré les multiples demandes d'aide formulées par Islamabad, les talibans ont largement ignoré la question, arguant qu'il s'agissait d'une affaire relevant de la sécurité intérieure du Pakistan. En riposte, Islamabad a commencé à mener des frappes à l'intérieur de l'Afghanistan, assurant viser uniquement les repaires du TTP. Ces frappes se sont toutefois intensifiées à partir d'octobre 2025, avant que le ministre pakistanais de la Défense ne déclare, fin février 2026, une guerre ouverte contre l'Afghanistan. De nombreux pays, dont le Qatar, la Turquie et l'Arabie saoudite, ont tenté d'apaiser la situation et de négocier un cessez-le-feu durable entre les deux belligérants, sans qu'aucun résultat concret n'ait abouti si ce n'est un cessez-le-feu temporaire. Jusqu'à récemment, la Chine se contentait d'observer la situation ; elle est désormais partie prenante aux

négociations et s'efforce de jouer un rôle de médiateur dans le conflit. En tant que pays voisin et partenaire économique des deux nations, elle est l'une des parties les plus directement concernées.

Cet article examine les principales préoccupations de la Chine face à ce conflit, ainsi que sa position quant à la manière d'y mettre fin. Il analyse ses efforts de médiation, ainsi que les enjeux géoéconomiques et sécuritaires qui inquiètent Pékin.

Les origines du conflit actuel entre le Pakistan et l'Afghanistan

Avant d'aborder les préoccupations de la Chine et sa réponse au conflit, il convient d'examiner les causes qui ont conduit à l'affrontement entre ces deux anciens alliés. Les relations entre le Pakistan et l'Afghanistan, sous le gouvernement taliban *de facto*, sont au plus bas depuis la chute de Kaboul en août 2021, consécutive au retrait précipité des forces américaines du pays. Au départ, le Pakistan avait accueilli le gouvernement taliban avec jubilation : le Premier ministre pakistanais de l'époque, Imran Khan, avait déclaré que les Afghans s'étaient libérés des « chaînes de l'esclavage », et Islamabad avait d'abord pensé disposer à Kaboul d'un gouvernement ami, capable de contenir la menace du TTP.

Selon le Comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), le TTP a été créé en 2007 sous la direction de Baitullah Mehsud, en tant qu'alliance regroupant des groupes armés militants auparavant disparates, en réaction aux opérations militaires menées par le Pakistan contre des militants liés à Al-Qaïda dans les anciennes zones tribales sous administration fédérale (FATA). Il est enraciné le long de la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan et compterait entre 30 000 et 35 000 membres. Son objectif déclaré, lors de sa création, était de renverser le gouvernement pakistanais et d'établir un émirat, au moins dans la ceinture tribale du Pakistan – qui correspond aux anciennes FATA –, fondé sur sa propre interprétation de la loi islamique. À cette fin, il a commencé à attaquer directement les forces armées pakistanaises et à assassiner des responsables politiques ainsi que des civils innocents afin de déstabiliser le Pakistan. Le groupe est notamment responsable de l'attentat terroriste perpétré contre une école de Peshawar, au Pakistan, le 16 décembre 2014, au cours duquel 141 personnes, dont 132 enfants, ont été assassinées. Il a revendiqué l'attaque, affirmant qu'elle visait à venger l'injustice dont le gouvernement pakistanais et ses forces armées avaient fait preuve à l'égard des membres de son organisation lors de l'opération militaire pakistanaise « Zarb-e-Azb » menée dans le Waziristan du Nord, un district de la province du Khyber Pakhtunkhwa, au Pakistan. Il s'agissait de la première opération militaire de ce type menée contre des groupes terroristes basés dans cette région, un district de l'ancienne FATA. Elle visait notamment Al-Qaïda et les mouvements qui lui sont associés, tant nationaux qu'étrangers, y compris diverses factions du TTP. Cette opération avait été lancée le 15 juin 2014, après l'échec des pourparlers entre le gouvernement pakistanais et le TTP, qui continuait de mener des attaques sur le territoire pakistanais, en dépit des négociations en cours.

À la suite de cet attentat, l'armée pakistanaise a intensifié ses opérations et, en décembre 2015, a revendiqué un « succès phénoménal » dans sa lutte contre le militantisme. Il semblait alors que le Pakistan avait repris le contrôle de la région où des groupes terroristes, dont le TTP, exerçaient auparavant un contrôle et une influence considérables. Cependant, cette paix fut de courte durée. Les organisations terroristes, en particulier le TTP, ont refait surface comme l'une des menaces les plus graves pour la sécurité intérieure du Pakistan. Cette résurgence du TTP a coïncidé avec le retour du régime taliban en Afghanistan, dont le TTP a manifestement profité. Selon le 37e rapport du comité de suivi du CSNU sur l'État islamique (EI), Al-Qaïda et leurs groupes associés, publié en février 2026, le régime *de facto* en Afghanistan continue d'offrir un environnement permissif à divers groupes terroristes, notamment le TTP.

Le Pakistan avait demandé au gouvernement taliban en Afghanistan, dès la première semaine suivant sa prise de pouvoir en août 2021, d'agir contre ce groupe. Au lieu de s'attaquer au TTP comme le demandait Islamabad, les talibans ont opté pour le déni, affirmant que le TTP n'avait aucune présence en Afghanistan et que la question relevait des affaires intérieures du Pakistan.

La réalité contredit toutefois ce démenti. Depuis son apparition en 2007, le TTP a apporté un soutien opérationnel aux talibans afghans pendant des années. En retour, les talibans auraient libéré plus de 2 000 militants du TTP après leur retour au pouvoir en Afghanistan en août 2021. Par ailleurs, les talibans ont également favorisé certaines factions du TTP en leur accordant refuge en Afghanistan, en échange de leur soutien et de leur coopération contre les forces étrangères pendant la soi-disant « guerre contre le terrorisme » menée en Afghanistan entre 2001 et 2021. Les talibans continuant de nier la présence du TTP sur leur territoire et refusant de répondre à la demande du Pakistan, Islamabad a eu recours à des actions militaires contre des cibles sur le territoire afghan, quelques mois après le retour au pouvoir des talibans. Les relations entre les deux pays sont restées tendues depuis lors, jusqu'à atteindre un niveau de conflit tel que le Pakistan a commencé à cibler directement les talibans en Afghanistan pour la première fois, dans le cadre d'une « guerre ouverte », à savoir l'opération *Ghazab lil-Haq* (Fureur juste), initiée durant la dernière semaine de février 2026.

Les préoccupations de la Chine et sa réaction face au conflit

Ce conflit entre deux anciens alliés a profondément affecté tant le Pakistan que l'Afghanistan. Le premier a perdu un allié dans son voisinage, ce qui pourrait nuire à ses intérêts régionaux et compromettre sa sécurité intérieure. Le second a perdu un partenaire commercial et une importante source de soutien diplomatique dans son voisinage – Islamabad ayant, le 30 mai 2026, relevé le niveau de sa représentation diplomatique en Afghanistan, passant du rang de chargé d'affaires à celui d'ambassadeur.

Les répercussions de ces tensions s'étendent toutefois au-delà des deux pays : la Chine, partenaire et voisine de chacun d'eux, doit également en subir les conséquences. La réponse de Pékin a été mûrement réfléchie et stratégiquement positionnée pour préserver ses intérêts dans les deux pays.

La Chine craint qu'un conflit prolongé entre l'Afghanistan et son allié de toujours, le Pakistan, ne nuise à ses intérêts dans les deux pays, notamment au Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), projet phare de l'initiative des « Nouvelles routes de la soie » (BRI). Le CPEC relie la région autonome du Xinjiang, riche en ressources, à la ville portuaire pakistanaise de Gwadar, dans le Baloutchistan. La Chine, le Pakistan et l'Afghanistan ont manifesté leur volonté d'étendre le CPEC jusqu'en Afghanistan – une ambition réitérée l'année dernière lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères à Pékin. Or, le conflit entre l'Afghanistan et le Pakistan, devenu une « guerre ouverte », compromet ces ambitions de connectivité régionale. Au fil des ans, et plus particulièrement après la prise de Kaboul par les talibans, la Chine avait placé l'Afghanistan et le Pakistan au cœur de son expansion économique vers l'ouest ; ce conflit menace désormais de retarder encore davantage un projet déjà entravé par les violences insurrectionnelles dans la province pakistanaise du Baloutchistan.

Dès le déclenchement des hostilités en octobre 2025, la Chine a fait part de ses inquiétudes. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lin Jian, a ainsi souligné que « la Chine a[vait] exhorté les deux parties à prendre des mesures concrètes pour garantir la sécurité du personnel, des projets et des institutions chinois dans ces pays ». Il a également ajouté que « la Chine espère sincèrement que les deux pays se concentreront sur la situation dans son ensemble, resteront calmes et feront preuve de retenue, s'attacheront à résoudre leurs préoccupations mutuelles par le dialogue et la consultation, éviteront l'escalade des conflits et maintiendront conjointement la paix et la stabilité dans les deux pays et dans la région ». Ce commentaire du ministère chinois des Affaires étrangères illustre bien la préoccupation de Pékin, tant à l'égard du conflit en général que de ses projets, institutions et personnel en particulier, qui constituent des cibles faciles pour les militants des deux côtés de la frontière.

Au-delà des enjeux économiques, la Chine redoute également des répercussions sur sa région autonome du Xinjiang. Selon Pékin, de nombreux militants affiliés au mouvement séparatiste ouïghour seraient présents en Afghanistan et la Chine redoute qu'ils n'utilisent le territoire afghan pour déstabiliser le Xinjiang. Sous la pression diplomatique de la Chine, les talibans ont stratégiquement déplacé les Ouïghours vers des régions afghanes éloignées de la frontière chinoise. Cependant, certains de ces militants auraient rejoint des camps d'entraînement terroristes affiliés à Al-Qaïda, tandis que d'autres se seraient enrôlés au sein de la Province de Khorasan de l'État islamique (ISKP), groupe lui-même opposé aux talibans et menaçant leur autorité *de facto*. L'attentat-suicide perpétré par l'ISKP en janvier 2026 dans un restaurant chinois de Kaboul en est un exemple frappant. L'ISKP a revendiqué l'attaque et averti qu'il « avait inscrit les ressortissants chinois sur sa liste de cibles, notamment au vu de la recrudescence des crimes commis par le gouvernement chinois à l'encontre des musulmans ouïghours persécutés ».

En tant qu'ami et allié de longue date du Pakistan, la Chine semble préoccupée par cette escalade, susceptible de déstabiliser davantage la région et d'affecter ses projets économiques des deux côtés de la frontière. Tout en exhortant les deux parties au calme, à la désescalade et au retour à la table des négociations, elle considère vraisemblablement la lutte du Pakistan contre le terrorisme comme légitime. À cet égard, Wang Yi a déclaré lors d'un entretien téléphonique avec son homologue pakistanais Ishaq Dar que « la Chine soutient fermement la lutte du Pakistan contre le terrorisme et espère que le Pakistan continuera à prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité du personnel, des projets et des institutions chinois au Pakistan ». Il a également appelé à empêcher l'aggravation des tensions entre le Pakistan et l'Afghanistan et a déclaré que « la tâche la plus urgente est d'empêcher une nouvelle escalade du conflit et de revenir à la table des négociations dès que possible ». Compte tenu de la guerre en Iran, la Chine ne souhaite pas voir un autre conflit éclater dans la région, et encore moins dans son propre voisinage. C'est pourquoi elle s'efforce de maintenir un équilibre dans ses relations avec le Pakistan et l'Afghanistan, se présentant à la fois comme un partenaire économique indispensable aux deux pays et comme un médiateur neutre ayant des intérêts légitimes de part et d'autre. Pékin cherche ainsi à concilier ses intérêts, consciente que l'instabilité en Afghanistan, et dans une certaine mesure au Pakistan, pourrait mettre en péril ses intérêts régionaux.

Longtemps cantonnée à des appels à la désescalade sans réel rôle de médiateur, la Chine a entamé, en mars 2026, des efforts de médiation actifs pour apaiser les tensions, alors que les pays du Golfe, en particulier le Qatar et l'Arabie saoudite, engagés sur cette voie depuis plusieurs mois, se trouvaient accaparés par le conflit au Moyen-Orient. Selon des responsables du gouvernement pakistanais, les efforts de médiation de la Chine, incluant un message du président chinois Xi Jinping, ont contribué à apaiser le conflit. Ces responsables ont en outre indiqué qu'une rencontre entre le Premier ministre pakistanais, Shahbaz Sharif, et l'ambassadeur de Chine au Pakistan, Jiang Zaidong, en février, aurait ainsi été l'occasion de transmettre un message du président chinois appelant à la cessation des hostilités. Dans ce contexte, Pékin a par ailleurs précisé être en contact avec les deux parties afin de contribuer à mettre fin aux hostilités.

Malgré ces efforts, un porte-parole du Premier ministre Shahbaz Sharif, Mosharraf Zaidi, a affirmé qu'il n'y aurait aucun pourparlers avec les talibans ; des responsables pakistanais de la sécurité ont également déclaré que la campagne militaire se poursuivrait jusqu'à ce que les objectifs visés – empêcher les attaques militantes au Pakistan lancées depuis l'Afghanistan – soient atteints. De telles réactions de la part du Pakistan ont sans doute mis en évidence les limites de l'influence de Pékin sur Islamabad, qui, depuis le début du second mandat du président américain Trump, se rapproche également de Washington.

En dépit de la réaction initialement tiède du Pakistan, la Chine a poursuivi ses efforts de médiation entre les deux pays, privilégiant une « facilitation discrète et en coulisses », sans trop de séances photo ni de manifestations médiatiques. Cette persévérance semble avoir porté ses fruits : le Pakistan et l'Afghanistan se sont accordés sur une « solution globale », lors de pourparlers de paix tenus à Urumqi début avril 2026. Mao Ning, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, a déclaré que « les deux pays ont convenu, lors des réunions en Chine, de ne pas prendre de mesures susceptibles d'aggraver ou de compliquer la situation », ajoutant que la Chine « continuerait à communiquer avec les deux pays et à fournir une plateforme de dialogue ».

En présentant les résultats de ces pourparlers, elle a mis en avant quatre points :

1. L'Afghanistan et le Pakistan ont souligné l'importance de leurs relations fraternelles et de la stabilité régionale.
2. Les trois parties ont considéré le dialogue et la consultation comme une solution efficace aux tensions.
3. Il a été convenu qu'il fallait identifier des solutions globales et définir des priorités pour résoudre les problèmes.
4. La Chine a affirmé que le terrorisme constitue le problème central dans les relations entre l'Afghanistan et le Pakistan.

*
* *

Malgré ces avancées, le conflit ne semble pas s'apaiser. Le chef d'état-major de l'armée pakistanaise, Asim Munir, a ainsi déclaré devant ses commandants militaires que « les opérations d'Islamabad contre l'Afghanistan ne sont pas terminées ». Une telle déclaration suscite le scepticisme en Afghanistan, qui avait déjà imputé au Pakistan l'échec des premiers pourparlers de paix au cours du premier mois du conflit.

La Chine a depuis commencé à préparer le terrain pour le deuxième cycle de dialogue. En mai 2026, l'ambassadeur Yue Xiaoyong, envoyé spécial chinois pour l'Afghanistan, a rencontré séparément des responsables pakistanais et les talibans afin de faire le point sur les progrès réalisés lors des pourparlers d'Urumqi. Les tensions se sont largement apaisées depuis la première série de pourparlers et ne se sont pas non plus transformées en conflit ouvert, ce qui laisse entrevoir une lueur d'espoir pour une désescalade. Plus important encore, les deux parties ont renouvelé leur confiance dans les efforts de médiation de Pékin, exprimant leur espoir de parvenir à un mécanisme durable de résolution de leurs différends sécuritaires. Cependant, on ignore encore quand et où se tiendra cette nouvelle série de pourparlers, ni si elle débouchera sur des solutions concrètes concernant la situation.

En définitive, la réponse de la Chine au conflit entre l'Afghanistan et le Pakistan a été mesurée, mettant l'accent sur des appels à la désescalade, la protection de ses ressortissants et de ses projets, ainsi que sur les efforts visant à apaiser les tensions. Sa motivation première est de préserver ses intérêts liés au CPEC et à son extension potentielle vers l'Afghanistan, ainsi que de prévenir toute déstabilisation du Xinjiang. Cependant, malgré les efforts initiaux de Pékin, aucun cessez-le-feu durable n'a encore été obtenu, et Islamabad affirme qu'il n'y aura pas de négociations avec les talibans, ce qui indique que l'influence de la Chine dans cette situation est limitée. Ces limites tiennent sans doute à deux facteurs. D'une part, le Pakistan n'est pas sincèrement intéressé par la négociation d'un accord avec les talibans tant que la menace des groupes militants opérant depuis l'Afghanistan n'aura pas été éliminée. D'autre part, la position du Pakistan pourrait également être liée au réchauffement récent de ses relations avec les États-Unis, en pleine amélioration depuis le début du second mandat du président Trump. Le Pakistan continue de donner la priorité à son partenariat stratégique avec la Chine. Toutefois, en ce qui concerne ses relations avec l'Afghanistan et le gouvernement des talibans, l'influence des États-Unis ne peut être ignorée. En s'associant au Pakistan, les États-Unis pourraient renforcer leur position stratégique dans la région, d'autant plus qu'ils cherchent à rétablir une présence géostratégique affaiblie par leur retrait de l'Afghanistan en août 2021.

Crédits photo : fpdress/IStock

•— ••— — • ••— •—• •••

Muhammad Murad

Muhammad Murad est originaire de Thul, une ville du district de Jacobabad, dans la province du Sind, au Pakistan. Il parle couramment cinq langues (baloutche, sindhi, ourdou, anglais et allemand) et prépare actuellement un doctorat en science politique à l'Université de Bonn, en Allemagne.

Comment citer cette publication

Muhammad Murad, « Entre Kaboul et Islamabad, la Chine à l'épreuve de son influence », *Le Rubicon*, vol. 6, 2 novembre 2026 [https://lerubicon.org/entre-kaboul-et-islamabad-la-chine-a-lepreuve-de-son-influence/].